

# [Droit à l'oubli : Google se doterait d'un outil de suppression de liens](#)

Après l'arrêt de la [Cour de Justice de l'Union européenne \(CJUE\) en faveur du « droit à l'oubli »](#) numérique, dans l'affaire opposant Google à la CNIL espagnole (AEPD), la multinationale américaine révisé sa copie.

D'après le *New York Times*, Google proposerait d'ici la fin mai un **dispositif** permettant aux utilisateurs de lui demander de **supprimer des liens** vers des informations les concernant.

## Un kiosque des plaintes et réclamations

Google travaille à la finalisation d'une solution que les internautes puissent utiliser « *pour déposer des réclamations concernant des liens spécifiques* », a indiqué au quotidien américain **Ulrich Kühn**, porte-parole de l'autorité pour la protection des données de Hambourg (Allemagne). Le dispositif « sera déployé à travers l'Europe pour tous les citoyens », a-t-il assuré.

Avec cet **outil en ligne de base**, les internautes pourraient aisément requérir la suppression de liens potentiellement dangereux du moteur de recherche. Google n'a pas commenté l'information, mais a indiqué que l'arrêt rendu mardi 13 mai par la CJUE aura des implications sur la manière dont l'entreprise traite les demandes de suppressions d'informations.

« *Ceci est logiquement compliqué* », a déclaré Google à l'attention de la presse. « *Dès que nous aurons déterminé exactement comment cela peut fonctionner, ce qui peut prendre plusieurs semaines, nous en informerons nos utilisateurs* », a assuré la firme.

L'arrêt de la Cour de justice de l'UE confirme l'application de la législation européenne sur **la protection des données personnelles** aux informations traitées et affichées par les moteurs de recherche. Cette décision de justice a été saluée en France et dans toute l'Europe. « *Cette décision permettra à chacun de mieux maîtriser les données qui les concernent en ligne dans le respect de la liberté de la presse ou de la liberté d'expression* », s'est félicité Bercy.

---

**Lire aussi**

[Big Data : Washington veut renforcer la protection des données](#)